TIZI-OUZOU

Instabilité du sol et glissement de terrain à Iboudrarène

A l'instar des communes de Aïn-El-Hammam et d'Akbil, relevant de la même circonscription, la commune d'Iboudrarène, dans la daïra de Beni Yenni, vit sous le risque de dangereux glissements de terrains menaçant tous les villages.

Cette menace est d'autant plus accentuée en période hivernale où la région, au relief montagneux instable et accidenté, connaît une pluviométrie importante et des chutes de neige. Elle est située à 750 et 1 000 m d'altitude, selon qu'on avance vers les villages Bouadnane, Tala n'Tazart, Darna et Aït Allaoua, au pied de la montagne. Depuis notamment les années 2000, la commune d'Iboudrarène a connu plusieurs cas d'éboulement et de glissement de terrain qui, fort heureusement, n'ont causé que des dégâts matériels sur les infrastructures routières, quelques équipements publics et des constructions de particuliers.

Ainsi, au village Tala n'Tazart une chute de pierre de montagne a causé la destruction de la station de refoulement de l'eau potable desservant le village. Et c'est un miracle que le château d'eau se trouvant juste à proximité ait été épargné. Un projet de réalisation d'une dalle de protection en béton armé a été accordé sur le budget de wilaya et attend toujours d'être réalisé, faute d'entreprises, nous dit-on à l'APC.

Ce même village a aussi connu un glissement de terrain qui a causé la destruction de la salle de soins qui, deux années après ce sinistre, n'est toujours pas remise en service. Toujours dans ce même village, un autre glissement de terrain, suite aux travaux de terrassement d'un stade, a causé la coupure de quatre routes (une principale et trois menant vers les quartiers et hameaux du village) emportées par les tonnes de tuf et de pierres charriées par les crues. Les routes ont été rouvertes à la circulation mais le danger demeure toujours présent tant que des gabions et des ouvrages n'auront pas été réalisés pour maintenir le terrain et canaliser les eaux pluviales.

Un peu plus bas, au village de Bouadnane, l'habitation d'un citoyen menace de s'effondrer à cause d'un glissement en aval de la RN30.

Au village Ighil n'Tsedda, le sinistre ayant touché la maison de M. Aït Bouabdellah Arezki à cause d'un autre glissement de terrain toujours sur la RN30 fait craindre le pire. Si un mur de soutènement n'est pas réalisé en urgence, la construction fissurée à plusieurs endroits risque un effondrement certain. Son propriétaire ne sait plus quoi faire pour sauver le toit et la vie de ses enfants. Il ne cesse de le crier depuis une année à qui voudrait bien l'entendre.

Au village Tassaft, l'école Ali-Mohamed-Mohand-Ouidir a failli s'effondrer en 2007 des suites d'un glissement de terrain sous ses fondations donnant sur la RN30. Si l'école a résisté, le mur d'une construction appartenant à un particulier a été complètement détruit avec ses poteaux. Fort heureusement, et malgré l'imminence du danger, l'école a pu être sauvée grâce à l'intervention des services de l'APC et de la Slep de Beni-Yenni qui ont rapidement engagé les travaux de réalisation d'un voile en béton armé en cours d'achèvement.

Au quartier Ath Ouamara, toujours au village de Tassaft, c'est une partie de la route qui s'est affaissée à cause d'un autre décollement de terrain qui a emporté la clôture d'une propriété privée et les fondations d'un poteau électrique basse tension, menaçant de tomber sur la maison du même propriétaire. Dans ce même village, les constructions au quartier des Aït Slimane, situées sur les hauteurs de la RN30, sont menacées également d'effondrement si le mur de soutènement, dont une partie est déjà réalisée, n'est pas prolongé jusqu'à la limite de son tracé initial. Ce cas précisément avec celui du chemin menant au quartier la cité du village Aït Eurbah, fermé aussi après un glissement de terrain qui met aujourd'hui en danger une partie du cimetière du village et quelques habitations, est pris en charge par la Direction de l'urbanisme et de la construction qui leur a alloué, dans le cadre des intempéries, une enveloppe de plus de cinq millions de dinars. Les travaux tardent à démarrer, avons-nous appris de source autorisée, ce qui n'est pas fait pour rassurer les populations concernées.

Le village Ighil Bouamas n'a pas été épargné puisque nous y enregistrons l'effondrement de deux murs d'habitations appartenant à des particuliers ainsi que la destruction d'un poteau d'éclairage public, tous emportés par des glissements de terrain.

Devant ce risque sur la vie des citoyens et les infrastructures publiques, les élus locaux se disent «très inquiets et tout aussi préoccupés par une situation des plus critiques», mais avouent leur impuissance à engager des solutions urgentes qui passent par des financements de l'administration. «Nous avons établis l'an dernier des fiches techniques de plus de 4 milliards de centimes rien que pour les murs de soutènement et nous n'avons reçu qu'un peu plus de la moitié de ce montant pour tous les PCD et pour tout un exercice. Les opérations les plus importantes sont prises en charge par l'administration dans le cadre des programmes sectoriels qui tardent souvent, malheureusement, à être lancés. Alors, il ne nous reste qu'à alerter et attendre d'être entendu en espérant que l'irréparable ne se produise pas», nous confiera un élu de l'APC qui a émis au passage le souhait que les assemblées communales bénéficient de dotations en PCD à la mesure des besoins des populations qu'ils représentent.

Sadek Aït Salem

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À SKIKDA

Près de 6 milliards dégagés durant ces trois dernières années

Six projets de développement communautaire ont été lancés au titre de l'exercice 2008. L'enveloppe allouée est de 2,4 milliards de centimes à raison de 400 millions de centimes pour chaque opération.

Ils sont implantés à Sidi Mezghiche et concernent l'extension de l'éclairage public à la mechta d'Oum Akhbabez, l'amélioration urbaine à Ben Azzouz, l'assainissement à Oued Ben Hayoune à Aïn Kechra, les travaux d'aménagement, la reprise du lot étanchéité du centre médico-pédagogique et la réalisation et l'équipement d'une bibliothèque à Errakouba à Bine El-Ouidène à Azzaba. La wilaya de Skikda a contribué à hauteur de 1 milliard de centimes, ce qui représente 10% de l'enveloppe globale allouée par le ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger et dégagée par le biais de l'Agence de développement social de Annaba.

L'objectif recherché est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales en mettant à leur disposition les servitudes de base : eau, électricité, routes et réalisation et équipement des infrastructures nécessaires au fonctionnement de la vie communautaire. Frappés du sceau de la proximité, ils viennent en appoint des programmes de réalisation, d'équipements, d'amélioration urbaine lancés par les pouvoirs publics, tels les forêts et la direction des services agricoles, et ciblant les quartiers et les sites ruraux socialement défavorisés. L'enveloppe financière maximum allouée à chaque opération ne doit pas dépasser les 400 millions de centimes. Logiquement, chacune d'elles doit être précédée d'une étude, dont le coût ne doit pas dépasser les 4% réservés à la réalisation, soit 16 millions de centimes. Lancés à la fin des années 1990, les PDC ont connu leur essor durant ces quatre dernières années. Pratiquement, les 10 projets lancés en 2006 et 2007 sont en voie de finalisation.

En 2006, six ont été entamés à Bouchata (rénovation de l'AEP à la cité Sedhane Hocine), à Aïn Cherchar (réalisation d'un bassin de décantation), à Oued Z'hor (éclairage public), Chréa (réalisation d'un réseau d'assainissement à Tarik Zitouna) et à Béni Oulbène (2 projets : éclairage public et extension du réseau d'assainissement).

En 2007, seulement 4 furent lancés. Ils ont été implantés à Zerdezas (extension de l'éclairage public à Oum Khbabez), à Chréa (amélioration urbaine) et Oued Z'Hor (2 projets de réalisation et équipement d'une bibliothèque).

Au total, ce sont 9 daïras et 11 communes qui ont été ciblées. Tous ces projets sont en voie de finalisation, il est donc trop tôt pour évaluer la réussite de ce programme et d'en ressentir les répercussions sur la vie communautaire. Selon les dires du directeur des affaires sociales de la wilaya de Skikda, «les projets sont confiés, du fait de leur proximité, à des entreprises originaires de la région concernée. Bien sûr, cela se fera sur la base des procédures réglementaires classiques, tel l'appel d'offres national affiché dans les institutions publiques et administratives locales».

En dépit des efforts consentis, les lacunes persistent. On peut en énumérer trois. La première, le foncier. Le cas de Collo est illustratif. Malgré le retard enregistré dans différents domaines, peu de projets sont lancés sur son territoire. La deuxième, le déficit qui caractérise 23 sur les 38 communes que compte la wilaya.

D'où l'implication de la wilaya afin d'y remédier. Deux années de suite, un total de 2 milliards de centimes a été dégagé. La troisième, le chef-lieu n'a pas encore été ciblé bien qu'il dispose de poches de pauvreté importantes. Les 6 000 gourbis en attente d'être éradiqués, les zones montagneuses éparses relevant de la commune de Hamadi Krouma, les hauteurs de la commune de Filfila, et ce, pour ne citer que ceux-là. Le DAS n'écarte pas l'idée d'étendre les PDC vers le milieu urbain. «C'est une idée qu'on va appliquer quand les conditions le permettront. Les sites précaires, qu'on est en train de réduire graduellement, auraient dû être un terrain favorable», précise-t-il.

Zaïd Zoheir

SÉTIF

Préparer la cuvée du bac 2009

Près de deux cents élèves des classes de terminale de la wilaya de Sétif ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à treize sur vingt ont bénéficié durant les vacances d'hiver d'une semaine au niveau du lycée Malika-Gaïd de Sétif d'un regroupement. En effet, selon le directeur de l'éducation de la wilaya, qui a pris l'initiative depuis l'année scolaire 2006/2007 de regrouper les meilleurs élèves au niveau d'un lycée du chef-lieu de wilaya, cette opération jugée d'inédite avait donné ses fruits ces deux dernières années puisque la wilaya de Sétif a été classée première au niveau national en matière de lauréats. «Nous estimons que cette opération a donné des résultats satisfaisants.

Elle consiste à regrouper pendant une semaine de vacances, les meilleurs élèves pressentis pour être les lauréats de la prochaine session du baccalauréat. Nous ne les regroupons pas pour leur dispenser des cours de maths ou de physique mais pour les initier à la gestion du temps, à la lecture des sujets lors de l'examen et comment aborder les sujets. Nous les préparons psychologiquement», a affirmé M. Ghenaï, directeur de l'éducation, qui a aussi affirmé que les meilleurs professeurs de la wilaya seront pendant six jours très près des élèves venus des quatre coins de la wilaya. Le responsable local du secteur de l'éducation nationale, qui accorde une grande importance à cette opération, estime qu'elle devra être généralisée dans toutes les wilayas.

Dans un autre chapitre, l'association des anciens élèves des plus prestigieux lycées de Sétif, à savoir les lycées Mohamed-Kerouani (ex-Albertini) et Malika-Gaïd, comptent organiser des rencontres avec les futurs bacheliers afin de les sensibiliser, les instruire et les renseigner sur les perspectives de leurs carrières professionnelles futures à moyen terme et dans l'immédiat, sur les agrégats dont ils ont besoin pour pouvoir faire un bon choix de filière universitaire à la fin de l'année scolaire 2008/2009.

La méthode consistera à rencontrer les élèves des classes terminales une fois par mois pendant deux heures et de les entretenir des formations et débouchés pour les filières suivantes : les études de droit, médecine, génie civil, économie, et les préoccupations énergétiques. Les animateurs choisis pour entretenir ces futurs bacheliers sont, selon le président de l'association, d'anciens hauts responsables dont la compétence et les aptitudes pédagogiques sont connues.

Visite de l'ambassadeur de Chine

Son Excellence, M. Liu Yuhe, ambassadeur de Chine en Algérie a été, hier, l'hôte de la wilaya de Sétif. Durant sa visite, le diplomate chinois devait effectuer une visite à la mission médicale chinoise au niveau du CHU de Sétif et procéder à l'inspection de divers chantiers de réalisations confiés à des entreprises chinoises, notamment le projet de 10 000 places pédagogiques du 3e pôle universitaire. Son Excellence l'ambassadeur était accompagné de son épouse, Mme Dai Gyiqin, de M. Liu Yifeng, conseiller économique et commercial, et de M. Sun Guo Xing, deuxième secrétaire de l'ambassade de Chine en Algérie.

Un nouvel hôpital mère-enfant pour Sétif

La wilaya de Sétif va bénéficier d'un nouvel hôpital mère-enfant et ce, après l'approbation du ministre de la Santé de la reconversion du projet d'hôpital de gériatrie.

Ce nouvel hôpital, dont le taux d'avancement des travaux est à 90%, comportera un service de pédiatrie générale de 80 lits, d'un service de chirurgie infantile de 42 lits avec un bloc opératoire composé de deux salles, d'une maternité de 80 lits avec un service de néonatologie attenant et un bloc opératoire de deux salles. Le plateau technique de ce nouvel établissement sera composé d'un service d'imagerie médicale (radiologie conventionnelle et scanner), d'un laboratoire d'analyses médicales, d'un fauteuil dentaire, d'un service des urgences médicochirurgicales incluant les urgences pédiatriques ainsi que les consultations et les urgences obstétricales.

Par ailleurs, ce service sera doté d'une unité de réanimation pédiatrique. Notons que le projet de réalisation a démarré au mois de septembre 2006 et confié à la société Cosider.

Imed Sellami